



Les dépenses publiques consacrées aux services de garde à l'enfance sont un investissement plus que rentable

Le programme universel de garderies à sept dollars du Québec est un investissement plus que rentable, selon une récente étude menée par l'un des plus réputés économistes du Québec.

Pierre Fortin et deux collègues de l'Université de Sherbrooke concluent que chaque dollar que le Québec consacre aux programmes de garde à l'enfance donne un rendement de 1,05 \$ sous forme de revenus fiscaux plus élevés et de réduction des dépenses pour le gouvernement provincial, avec un bénéfice additionnel de 44 cents pour le gouvernement fédéral.

L'étude de M. Fortin s'ajoute à un corpus grandissant de recherches qui montrent les avantages économiques à long terme pour la société de programmes de garde à l'enfance publics, dont une étude citée par le SCFP qui montrait que l'investissement des gouvernements dans des services de garde et de développement de la petite enfance favorise une création d'emplois et une stimulation économique importantes à court terme.

Une autre étude, réalisée en 2012 par TD Economics, est allée plus loin encore et a recommandé que les dépenses publiques consacrées aux garderies deviennent une priorité de haut niveau. Les auteurs concluaient que les vastes et durables avantages économiques, sociaux et sanitaires pour les enfants et pour la société étaient de loin supérieurs aux coûts. Ils soulignaient également que le Canada occupe le dernier rang, parmi des pays comparables, en matière de dépenses consacrées aux services de garde à l'enfance.

Avantages pour les enfants

Ces avantages économiques immédiats s'ajoutent aux avantages à plus long terme découlant de résultats pédagogiques, sanitaires et sociaux meilleurs pour les enfants inscrits dans des programmes de garde et d'éducation de la petite enfance. Des études effectuées au Canada et aux États-Unis calculent que chaque dollar dépensé par les gouvernements en services de garde à l'enfance de qualité donne un rendement de plus de deux dollars en bénéfices sociaux.

Participation accrue des mères à la main-d'œuvre

L'étude entreprise par M. Fortin montre de manière indéniable qu'en offrant des services publics de garde à l'enfance universels, de qualité et accessibles, les gouvernements canadiens peuvent économiser de l'argent grâce aux revenus fiscaux plus élevés et aux dépenses réduites surtout associés à la participation accrue des mères au marché du travail. Les chiffres sur l'emploi pour le Québec montrent une augmentation d'au moins 9 pour cent du nombre de mères qui ont trouvé un emploi dans les années qui ont suivi l'instauration, en 1997, du programme de garderies publiques de la province, un taux d'augmentation beaucoup plus élevé que dans le reste du Canada pour la même période.

Les avantages pour l'emploi des garderies publiques sont particulièrement élevés pour les personnes moins instruites et les parents seuls, pour qui les bénéfices sociaux d'un emploi et d'un revenu accrus sont importants. Plus précisément, le revenu médian après impôt des familles monoparentales dirigées par des femmes au Québec a grimpé de 81 pour cent. Le taux de pauvreté relatif des mères monoparentales a chuté de 39 pour cent et le nombre de mères monoparentales prestataires de l'aide sociale a diminué de plus de 50 pour cent.

Ces résultats fiscaux positifs se comparent à un coût net de 1,6 milliard de dollars pour le programme de garderies du Québec pour l'année d'étude, après comptabilisation des crédits d'impôt plus faibles.

Les dépenses publiques consacrées aux garderies publiques profitent à notre société et à notre économie

En extrapolant les résultats du Québec au reste du Canada, l'avantage fiscal d'un programme universel de garde à l'enfance est de 7 milliards de dollars pour les autres gouvernements provinciaux et de 3 milliards de dollars pour le gouvernement fédéral.

Ces chiffres indiquent qu'il est beaucoup plus logique d'offrir aux parents des services de garde à l'enfance universels à coût abordable pour qu'ils puissent se joindre eux-mêmes à la population active. Non seulement toutes les générations en profitent-elles, mais c'est aussi une situation gagnante pour tous, y compris les gouvernements.

Ces résultats sont d'autant plus pertinents aujourd'hui, alors que les gouvernements doivent simultanément combler leurs déficits dus à la récession et subir les possibles retombées négatives d'une croissance économique plus lente et de futures pénuries de main-d'œuvre. Les garderies publiques sont un programme gouvernemental vraiment très judicieux.

Rédigé par SCFP.